

L'arnaque du « dialogue social »

Arnaud Montebourg part donc en guerre contre le PDG de PSA, Philippe Varin, avec... une gentille lettre. Et quelle lettre ! Le ministre du Redressement productif lui demande timidement de « faire connaître ses intentions au plus vite » ! Serait-il le seul à n'avoir toujours pas compris que le groupe Peugeot-Citroën veut fermer son site d'Aulnay-sous-Bois ?

Ensuite, il conseille respectueusement à Varin « le dialogue social » pour « en faire une arme collective ». Mais au service de qui ? Il termine sa lettre par une promesse de « plan d'action pour l'avenir de la filière automobile française ». Traduire : pour l'avenir des actionnaires, pas des salariés ! Car on connaît ce genre de « plan d'action » : dans la continuité du précédent gouvernement, il s'agit d'aider les entreprises à coups d'argent public, pour qu'elles suppriment encore des milliers d'emplois.

Le dialogue social, façon Montebourg, c'est s'en remettre totalement aux « intentions », en fait aux décisions patronales. Le gouvernement est là pour arrondir les angles et tenter de désamorcer la colère des travailleurs dont les emplois sont menacés, par des séries de négociations, comme ce prochain « sommet social », dont le résultat sera toujours en faveur du patronat. D'autant qu'on nous annonce déjà la rigueur « de gauche », pas plus tendre pour le monde du travail que la rigueur de droite.

Comme à Air France, General Motors et ailleurs...

Le plan annoncé récemment par Air France est un exemple on ne peut plus clair de ce « dialogue social ». La direction annonce 5 122 suppressions de postes et entend récupérer dix à douze jours de travail par salarié, imposer le gel des salaires, des embauches, des avancements, la flexibilité accrue avec le rallongement des horaires... sans pour autant s'engager à éviter les licenciements secs.

Le chantage à l'emploi devient une mode dans le monde patronal : de plus en plus de patrons promettent de ne pas fermer en échange de sacrifices de la part des salariés, promesses dont le caractère mensonger ne tarde pas à se révéler. Ainsi, General Motors qui avait imposé aux salariés de Strasbourg le gel des salaires et la suppression de RTT en échange de la promesse de

maintenir la production, vient d'annoncer sa décision de fermer le site.

Aux travailleurs de s'imposer

Les travailleurs de PSA n'ont heureusement pas attendu les conseils de Montebourg pour prendre leurs affaires en main : jeudi dernier, ils étaient plus d'un millier rassemblés devant le siège de PSA, avenue de la Grande Armée à Paris, pour crier leur colère et leur refus de toute fermeture d'entreprise. Les plus nombreux, plusieurs centaines, étaient venus d'Aulnay, mais des délégations de tous les sites PSA étaient aussi présentes, ainsi que des travailleurs de Renault, d'Air France et même d'Opel Bochum en Allemagne et de PSA Madrid, aujourd'hui menacées de fermeture tout comme Aulnay. Se regrouper, prendre contact avec tous ceux, si nombreux aujourd'hui dans tous les secteurs, qui sont menacés de perdre leur emploi, c'est ce que nous devons faire dans la période qui s'ouvre. C'est la seule voie, notre arme collective à nous.

Les suppressions d'emplois prennent bien des visages. Il y a les « ruptures conventionnelles », actuellement 15 à 20 000 par mois, soit environ 200 000 par an. Un gigantesque plan de licenciement invisible. De la même façon, les plans de départs prétendument « volontaires », épargnent aux entreprises les procédures légales d'un plan de licenciement et les recours devant les tribunaux de prud'hommes. Et, dans la fonction publique, ce sont deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite qui pourraient ne pas être remplacés.

Quelle que soit la forme prise par les licenciements, le problème est le même pour tous. Mais nous ne devons pas être réduits à réagir séparément, le dos au mur. **Il faudra coordonner nos luttes pour être les plus forts face à des patrons et un gouvernement toujours présent pour les épauler dans leurs sales coups.**

De l'argent, il y en a !

Ghosn a touché 9,9 millions d'euros chez Nissan sur l'année fiscale 2011. Ce salaire s'ajoute à celui de Renault (2,89 millions d'euros). Total : 12,8 millions d'euros au total, soit plus d'un million par mois. Sans compter les 800 000 euros de dividendes de ses actions Renault et Nissan et ses stock-options.

Un salaire que le Cost Killer justifie : « *Les entreprises doivent employer et conserver des dirigeants de haut niveau* ». Plus modeste, tu meurs.

Les comptables demandent des comptes

Jeudi dernier, 80 salariés de la Direction de la Comptabilité, mais aussi d'autres directions, ont débrayé 2h au Plessis. Le transfert d'une partie de la comptabilité au centre de gestion Renault Retail Group de Boigny près d'Orléans dans le cadre d'E2F2, entraîne la suppression de 49 postes au Plessis, et les reclassements promis se font attendre.

Une mobilisation inhabituelle dans ce secteur.

Attaque générale

E2F2 : c'est le nom de code du plan de réduction des coûts et des effectifs lancée par la direction centrale de Renault. L'« *Efficiencia Economica des Frais de Fonctionnement* » (E2F2) concerne le tertiaire (Commerce, Marketing, Vente, Après Vente, Comptabilité, Ressources Humaines, Informatique...) mais aussi les fonctions supports de l'Ingénierie et de la Fabrication.

Exemples : le plan « *Vitesse* » à l'informatique fixe un objectif de 27 % de gain de productivité d'ici 2016. Ou le transfert d'activité vers RNTBCI dans le cadre de la mutualisation entre la France et l'Inde. Ou encore celui de la comptabilité à Orléans (mutualisation des tâches « *déléguables* » entre Renault sas, RCI et RRG)...

Pour défendre nos emplois et nos conditions de travail, il ne faudra pas se laisser saucissonner.

Suppressions d'emploi à Flins

Lors du dernier comité d'entreprise, la direction de Renault Flins a annoncé la suppression de 300 emplois sur le site. Seront touchés les emplois hors production, dits de structure (nettoyage, maintenance, méthodes). La direction indique : « *Cela passerait par des départs en retraite anticipée et des mobilités en interne* ».

Licenciements ou pas, l'objectif est le même que sur tous les sites : réduction des coûts et augmentation de la productivité, avec les salariés comme variable d'ajustement. Pour mettre fin aux réorganisations et aux suppressions d'emplois, il faudra s'y mettre tous ensemble.

Suppression des AGS : le retour

La direction centrale remet de nouveau en cause les Augmentations Générales de Salaires (AGS) des ETAM. Mêmes arguments qu'il y a deux ans : sanctionner la non performance, donner plus de marges de manœuvre aux managers... Et surtout diviser les ETAM pour mieux régner et réduire si possible l'enveloppe globale des augmentations.

Alors comme en 2010 : c'est toujours NON !

L'individualisation : plus de perdants...

Un tiers des cadres, selon la lettre de transparence, a eu une Augmentation Individuelle (AI) inférieure aux AGS en 2012 : 24 % ont eu une AI de 1,5 % et 9 % des cadres ont eu 0 % d'AI ! Une proportion en hausse par rapport à l'an dernier. Et c'est ce système que la direction voudrait étendre aux ETAM !?

...et pas plus de gagnants

Toujours selon la lettre de transparence, 49 % des ETAM ont dû se contenter de 2 % d'AGS et 31 % ont eu 1 % d'AI en plus. 20 % des ETAM ont donc eu plus que 3 % (AGS+AI), soit à peu près le même pourcentage que les cadres (24 %), avec pour les deux catégories entre 4 et 6 % d'augmentation.

Il est où l'avantage du système de rémunération des cadres censé mieux reconnaître la performance ?

Course au fric cash flow

« *La course au Free Cash Flow, une protection pour l'avenir* » veut nous convaincre Tavares sur son blog. Vraiment ? Obtenu en réduisant les effectifs et en intensifiant le travail, le FCF sert à payer les dettes, les dividendes et réaliser des opérations financières (rachats...). Si ça plait aux banques et aux marchés, cette course au fric n'est pas la nôtre.

Le monde à l'envers

500 salariés de Sandouville sur 2 400 devront aller à Cléon en septembre. A Douai, plus de 1 000 salariés sont détachés vers d'autres sites. Avec l'organisation actuelle des usines, ce sont les salariés qui doivent prendre leur baluchon. Et si on faisait l'inverse : répartir la production selon les effectifs ?

Le ton monte à Strasbourg

La direction de General Motors entend revendre l'usine de Strasbourg, qui fabrique des boîtes de vitesse. Pourtant, le groupe a battu son record historique de profits en 2011 : 7,6 milliards.

Ils étaient plusieurs centaines dans les rues de Strasbourg, samedi 30 juin, pour que les emplois soient maintenus. PSA, GM, Air France... : de quoi mettre la convergence des luttes à l'ordre du jour !